

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1074

Artikel: Un camouflet immérité
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021761>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vaud: on a déjà donné, en 1959

Il ne suffit pas d'être pionnier, encore faut-il vouloir exploiter le filon. En matière d'égalité hommes – femmes, la rétention confine au sabotage.

(y) Premiers en Suisse à oser, les citoyens vaudois accordaient en février 1959 les droits civiques aux femmes en matière cantonale et communale. Douze ans plus tard, le peuple — masculin — et les cantons en faisaient autant pour le niveau fédéral. En mars 1980, les citoyennes et citoyens vaudois se prononçaient en faveur du principe de l'égalité en droit de l'homme et de la femme. Le 14 juin 1981, le peuple — mixte — et les cantons inscrivirent ce même principe dans la Constitution fédérale. Ainsi, en une bonne vingtaine d'années, le canton de Vaud a fait deux fois de suite œuvre de pionnier, la seconde fois il est vrai avec une avance et une audace très réduites.

Peur de l'ingérence fédérale

Comme s'il estimait que le peuple vaudois avait déjà suffisamment donné, le Conseil d'Etat vaudois ne manque jamais de confirmer son opposition de fait à l'application du principe de l'égalité des droits entre femmes et hommes. Deux récentes procédures de consultation fédérales ont fourni à l'Etat de Vaud l'occasion de se singulariser.

Le 22 mars 1989, à propos de l'égalité des salaires, le Conseil d'Etat se disait «dans l'ensemble favorable aux mesures proposées», mais corrigeait aussitôt en se déclarant «opposé à toutes les mesures qui prévoient une ingérence du législateur fédéral en matière d'organisation judiciaire et de procédure» (qualité pour agir des organisations syndicales notamment).

Toujours bien groupé sur sa ligne de défense fédéraliste, le Conseil d'Etat vaudois se distinguait à nouveau dans sa prise de position du 3 juillet 1991 (dont, par pudeur sans doute, il n'a pas diffusé le texte comme il le fait d'habitude de ses réponses aux consultations fédérales). En clair, le gouvernement vaudois a refusé l'été dernier d'entrer en matière sur l'avant-projet de loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes; ce faisant, il aligne le canton pionnier en matière d'égalité sur le canton de Zoug et... le demi-canton des Rhodes-Extérieures, qui s'étaient re-

trouvés l'un et l'autre, deux ans plus tôt, seuls opposés aux mesures envisagées pour accélérer la mise en œuvre de l'égalité des salaires pour un travail de valeur analogue.

Dans son opposition pure et dure, cet aimable trio de 2,5 cantons est accompagné par une seule formation politique, le Parti libéral suisse, et par l'ensemble des organisations patronales (Vorort, Union centrale des associations patronales, Union suisse des arts et métiers, Fédération romande des syndicats patronaux). Cet alignement sur les positions des employeurs n'a rien de nouveau en Pays de Vaud, où le gouvernement puise volontiers son inspiration dans les papiers des Groupements patronaux (GPV). Soyons justes: le Conseil d'Etat ne cache pas son jeu puisque, fait exceptionnel, il incorpore les réponses de tiers, en l'occurrence des partenaires sociaux, en citant leur prise de position détaillée, alors que l'avis gouvernemental reste dans les généralités: «Il est regrettable que l'avant-projet de loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes ne s'inscrive pas dans cette perspective (celle d'une collaboration des partenaires sociaux et "de la réalité quotidienne et sociale") et que certaines des dispositions proposées soient de nature particulièrement coercitive. En conséquence, le Conseil d'Etat ne peut souscrire à l'ensemble des dispositions prévues.»

Saute-mouton

Voilà qui est clair, et a dû mettre à l'aise la M^{me} Egalité vaudoise, en place depuis tout juste six mois quand ce glorieux texte est parti (sans nuance ni corrapport) pour le département fédéral de Justice et police, où l'on n'a pas fini de s'étonner de la prise de position officielle vaudoise. Ces messieurs-dames de Berne n'ont tout simplement pas compris qu'en Pays de Vaud on a déjà donné, et même par deux fois. C'était le bon peuple, d'accord, toujours un peu naïf et mal averti des conséquences pratiques de ses votes. Il importait dès lors que le Conseil d'Etat ramène le

Château au milieu du canton, dans cette matière ô combien délicate de «l'égalité entre les sexes». Cela a donc été fait, car il le fallait. Avec la bénédiction de C.-F. Ramuz, de Marcel Regamey et des Groupements patronaux vaudois.

Ces éminentes cautions n'ont bien entendu pas de quoi empêcher le Conseil fédéral d'aller de l'avant, en slalomant sur le parcours balisé par les rapports de forces. En une semaine, les Sept Sages ont réussi un drôle de coup double, consistant d'une part à dénoncer, d'ores et déjà, la Convention n° 89 de l'OIT interdisant le travail de nuit pour les femmes, et d'autre part à mandater le département Koller de préparer, d'ici la fin de l'année en principe, un projet de loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes. Toujours plus facile de démanteler que de construire. ■

Le 156 ne répond plus

Gros titre en première page du *Blick* du 29 février 1992: «Arrêt de mort pour le téléphone rose ?» Suivent 49 lignes, évidemment anodines et banalisantes. Et dans les pages intérieures, la vraie raison de l'angoissante question posée à la une: une septantaine d'annonces (pas toutes petites) invitant à la conversation sur le 156, pour 1.40 à 2 francs la minute. La suppression du téléphone rose ne signifierait pas l'arrêt de mort de la prospère feuille de boulevard alémanique, mais quand même, deux pleines pages d'annonces, massages compris, aucune régie de publicité ne saurait les refuser.

Un camouflet immérité

Sous ce titre vengeur, Le Tartineur, qui signe des chroniques d'actualité du genre vif mais quand même respectueux dans le bi-mensuel officiel de l'Association suisse des employés de banques (ASEB), se plaint des «paroles blessantes, à l'égard du personnel bancaire, proférées par les deux banquiers» présents sur le plateau-TV d'une récente émission de

Une question de train de vie

Les résultats financiers des deux grandes régies fédérales ne sont pas brillants. Au-delà du problème des caisses vides, il s'agit de faire des choix sur le type et la qualité des prestations attendues, quitte à abandonner la politique de luxe menée ces dernières années.

(pi) En l'espace de quelques jours, nos deux grandes régies ont annoncé leurs résultats pour 1991, qui se soldent par des déficits. Situation nouvelle pour les PTT, dont les comptes étaient régulièrement et largement bénéficiaires jusqu'à l'exercice 1989. Quant aux CFF, c'est leur premier résultat rouge depuis l'entrée en vigueur du nouveau mandat de prestations en 1987, qui sépare l'infrastructure, à charge de la Confédération, et l'exploitation, du ressort de la régie. Mais les chiffres ne disent pas tout et l'héritage historique est parfois lourd à porter.

Equilibre impossible

En vérité, les PTT ont réalisé en 1991 un bénéfice de 138 millions de francs. Ou plutôt, ils seraient parvenus à ce résultat s'ils n'avaient pas été obligés de fournir des prestations en faveur de l'économie générale pour 430 millions de francs. Rappelons que la moitié environ de cette somme est engloutie par le transport des journaux, au titre de l'aide à la presse. Un aide particulièrement mal ciblée puisque ce sont les grands quotidiens avec une part importante de publicité (jusqu'à 85%) qui en profitent le plus. L'autre moitié de ces 430 millions est destinée au service des cars postaux, au service des ondes courtes et aux radiocommunications mobiles.

la série «C'est-à-dire». A propos de divers abus et dérapages, notamment en matière de petit crédit, dénoncés par le public invité, Le Tartineur assure «qu'on a fait porter le chapeau à des collègues qui ont simplement appliqué les instructions reçues de leurs supérieurs directs, transmises à ces derniers par leur direction locale et en provenance des directions générales». Tant de fidélité mal récompensée par ces MM. du Bel étage, en l'occurrence Blum/SBS et Reymond/Banque vaudoise de crédit (cf. *Professions bancaires*, 27.2.92). ■

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que cette situation n'est pas satisfaisante. On ne peut demander aux PTT d'agir comme une entreprise privée et d'équilibrer leurs comptes sans les indemniser pour les services déficitaires qu'ils sont obligés de fournir à la collectivité. Une meilleure séparation des compétences voudrait que le Parlement décide des motifs et des modalités d'une aide à la presse et qu'il en assume les conséquences financières.

La situation est encore moins satisfaisante en ce qui concerne le service des cars postaux, qui coûte à la régie plus de 100 millions par an. Ce système crée des rentes de situation au profit des régions desservies par les cars jaunes (Vaud, Valais, notamment). Les cantons de Fribourg et de Genève par contre, qui contrôlent leurs propres entreprises de transports, ne profitent pas de l'argent des PTT mais disposent en contrepartie d'une autonomie de gestion. Lorsque la question se pose de savoir qui est le mieux à même, des PTT, des CFF ou d'une compagnie privée ferroviaire ou routière, d'assurer un service de transports publics, il est impossible de comparer les chiffres puisque les coûts ne sont pas couverts de la même manière en fonction de la solution choisie. Il en résulte soit des gaspillages, soit, dans certains cas, le maintien d'un réseau et d'un horaire anachroniques, un changement impliquant la révision des modes de financement.

Attentes démesurées

La situation n'est pas plus claire pour les CFF. Le Parlement les charge d'un côté d'investir et de fournir des prestations déficitaires: Rail+Bus 2000, couloir ferroviaire, transit alpin, trafic d'agglomération, intégration du réseau suisse au réseau à grande vitesse européen. Mais ce même Parlement se plaint d'un autre côté du prix à payer pour que ces réalisations fonctionnent. Il maintient de plus les CFF dans une situation financière extrêmement tendue. L'entreprise estime pouvoir être en mesure de supporter une dette de 3 à 5 milliards

de francs. Or elle est actuellement de 13 milliards et atteindra les 30 milliards à la fin du siècle, et ce en grande partie pour des infrastructures qu'elle n'a pas décidé elle-même de réaliser.

Effacer l'ardoise

Cette situation est le résultat d'une politique des transports de luxe: maintien et développement du réseau ferré le plus performant d'Europe, sans compensation dans le secteur routier. Les CFF sont ainsi obligés de fournir des prestations déficitaires, notamment dans le transport des marchandises et pour le trafic régional, parce que le prix des transports privés est trop bon marché. Comme le réclament les CFF, il faut que le nouveau mandat de prestations qui entrera en vigueur en 1995 parte sur des bases saines, donc que la dette de la régie soit effacée. Il faut ensuite déterminer le niveau de prestations que l'on exige des CFF, à quel prix elles peuvent être vendues en fonction de la concurrence de la route, puis déterminer de quelle manière la différence entre prix réel et prix du marché sera prise en charge: par les pouvoirs publics si l'on persiste dans la «variante luxe»; par une augmentation progressive parallèle des tarifs des transports publics et du coût d'utilisation des transports privés si l'on préfère une variante économiquement plus réaliste. ■

Grande valeur

Les grands discours sur les déficits ne doivent pas nous faire oublier la qualité et l'utilité des services dont on dispose. Depuis une dizaine d'années, les CFF ont ainsi fait d'immenses efforts pour attirer une nouvelle clientèle et la fidéliser, effort qui porte ses fruits: on compte plus de deux millions de détenteurs d'abonnements demi-prix et plus de 80 000 personnes possédant un abonnement général. La Suisse est le pays d'Europe qui possède le réseau de transports publics le plus diversifié; c'est aussi le seul pays où il est possible de se déplacer en train, en bus ou en tram n'importe où à l'intérieur des frontières avec le même abonnement. La valeur de cette formidable intégration, que d'autres n'ont pas réussi à réaliser avec moins de compagnies, est inestimable.